L'observatoire des agricultures de l'océan Indien : un outil d'aide à la décision pour accompagner la transformation des systèmes de productions agricoles…

Auteurs : Isabelle Mialet-Serra (Cirad), Pierre-Marie Bosc (Cirad), Gérard Andriamandimby (réseau SOA), Fanja Ralamboranto (Afdi Madagascar), Vincent Garruchet (France Volontaires/Cirad), Sandrine Auzoux (Cirad).

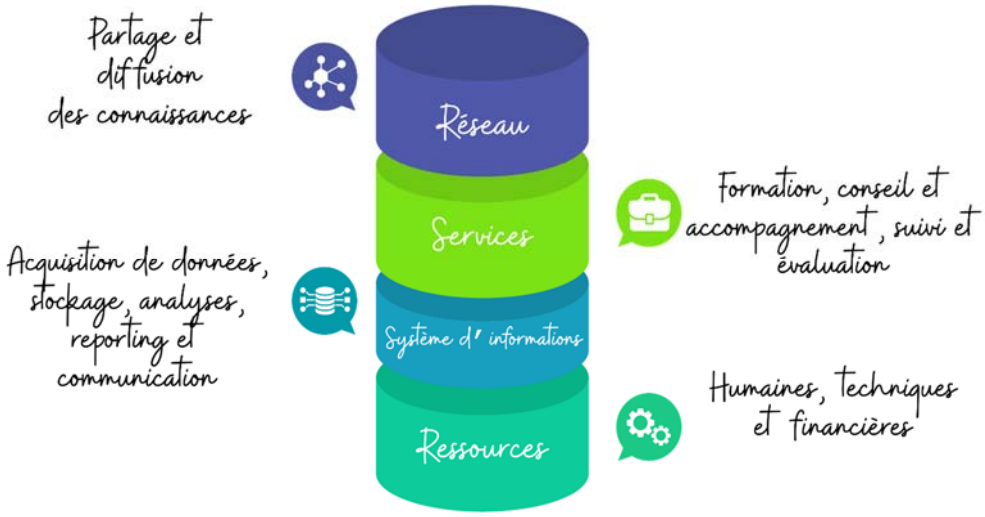
Décrire et analyser la diversité des exploitations agricoles présentes sur un territoire afin de promouvoir des actions et des investissements en faveur de systèmes de production durables, inclusifs et résilients, adaptés aux réalités de nos territoires insulaires, tel est le principal objectif de l'observatoire des agricultures de l'océan Indien.

(*Crédits photo : Madagascar - Hautes terres - Habitations rurales © V. Garruchet, Cirad)*

Sur un territoire donné, les activités agricoles s'inscrivent systématiquement dans des rapports sociaux et économiques de production, de distribution et d'échanges complexes et divers. Cette complexité et cette diversité sont encore trop rarement prises en compte dans l'élaboration des politiques publiques agricoles et des stratégies d'investissements qui en découlent. Celles-ci proposent généralement des solutions uniformes, appliquées à tous types d'exploitations agricoles, ce qui s'avère, sur la durée, peu efficient. Par ailleurs, le contexte actuel, marqué par une crise sanitaire sans précédent, jette un nouvel éclairage sur l'impératif d'une nécessaire transformation des systèmes agricoles vers plus de durabilité et de résilience. Ainsi l'outil intégré d'aide à la décision que représente l'observatoire permet d'accompagner et d'orienter les acteurs qui l'utiliseront dans les changements attendus.

L'observatoire en bref !

Un **projet porté par des acteurs territoriaux** issus du monde agricole, s'adossant à des projets territoriaux existants (*complémentarité et effet d'entrainement*). Un réseau régional **d'observatoires territoriaux/nationaux** qui permettent de capter la diversité des systèmes de production et leurs spécificités **et d'articuler les échelles locale et régionale. Un projet régional** qui favorise les échanges et la circulation de connaissances, la mise en débat et la résolution de problématiques communes à tous les territoires insulaires concernés ; qui favorise également la mutualisation des moyens humains, techniques et financiers et facilite ainsi la mobilisation de ressources.

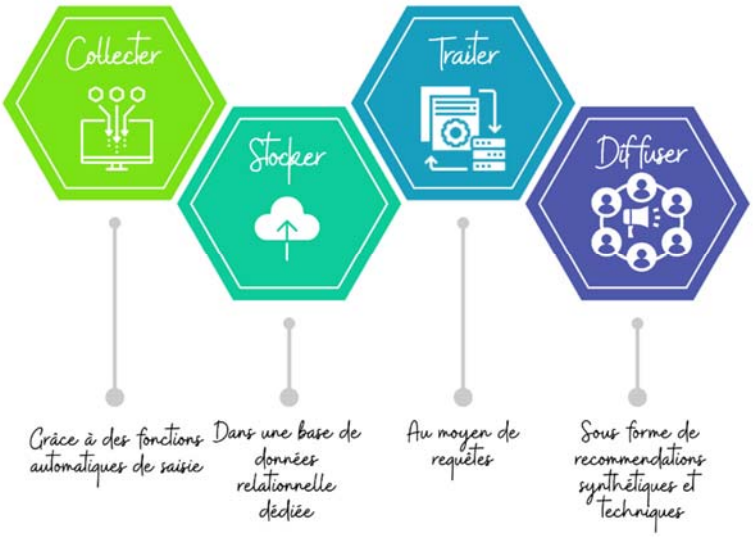


Observatoire en bref © PRéRAD-OI

Un outil de description et d'analyse des situations actuelles et de leurs évolutions dans le temps: i) analyse de la diversité des exploitations agricoles présentes sur un territoire en décrivant leurs structures et en construisant une typologie (*sur la base des descripteurs les plus discriminants et en fonction des questions à résoudre*), ii) évaluation et suivi des performances économiques, sociales et environnementales des exploitations agricoles, iii) construction/modélisation de scénarios chiffrés (*analyse de différentes trajectoires de progrès possibles*), iv) analyse des déterminants des stratégies pratiquées et des performances des différents types d'exploitations sur un territoire.

Un outil pour l'action, à travers une offre de services différenciés (*et un reporting différencié*) en fonction du type d'utilisateur (*cf. infographie « acteurs, services et changements attendus »)*

Un outil numérique avec le développement d'un **système d'informations sécurisé en ligne** comportant une interface adaptée aux besoins des utilisateurs.



Les spécificités de l'observatoire des agricultures du monde (OAM)

La définition analytique des exploitations agricoles adoptée par l'Observatoire se base sur la nature du travail mobilisé sur l'exploitation (familial vs salarié), sa quantification d'une part et la propriété des moyens de production d'autre part.

Ces deux critères synthétiques permettent de dire avec précision ce qui relève de l'agriculture familiale ou « familiale patronale » s'il y a des salariés permanents et ce qui relève d'une agriculture de firme où tous les travailleurs sont salariés sans qu'existe de relation autre que le salariat entre les détenteurs des capitaux et leurs employés. Cette information qui peut sembler « simple » n'existe tout simplement pas.

La définition retenue par l'Observatoire se base sur celle adoptée par la FAO et ses Etats membres en 2014. Toutefois, elle est large c'est-à-dire qu'elle ne fixe pas de limite inférieure ou supérieure en matière de taille d'exploitation [qu'il s'agisse de la taille en ha, en taille de troupeau ou en taille économique] considérant que c'est le caractère familial qui prime que l'on soit sur des surfaces réduites ou sur des exploitations plus consolidées.

Le cadre conceptuel met donc l'accent sur les capitaux disponibles (qui sont le résultat des investissements passés), sur les systèmes de production agricoles mais aussi sur les systèmes d'activités extra agricoles développés par les membres des familles. Enfin il considère les performances des activités incluant les productions non marchandes qui représentent un élément clé des stratégies de sécurité alimentaire et un filet de sécurité au regard des risques de mise en marché.

Que les données existent déjà ou doivent être produites *de novo* le cadre conceptuel permet de produire une information qui n'existe pas sur les exploitations familiales et met l'accent sur l'utilisation de cette information dans une perspective très opérationnelle d'appui au développement des exploitations familiales. Pour ce faire le cadre conceptuel met en avant les capitaux existants et les possibles stratégies d'investissements.

Contrairement aux dispositifs existant la démarche de l'Observatoire propose de renforcer l'appropriation des systèmes d'information par les acteurs directement concernés à savoir les organisations d'exploitants familiaux et leurs membres : la co-production des données et leur maîtrise par les organisations d'agriculteurs contribue au renforcement de leurs capacités et de leur autonomie face aux autres acteurs pour définir les stratégies d'investissements les plus adaptées à la diversité des besoins de leurs membres.

Le cadre méthodologique

Les échelles d'observations, spatiales et temporelles et d'analyses peuvent être multiples et emboitées. L'échelle spatiale, envisagée la plus large est celle **du territoire qui intègre la diversité des exploitations agricoles ou des entreprises agricoles (firmes), des familles et des ménages ruraux et leurs dynamiques de changements, de transformations**. Par ailleurs, le territoire au sens administratif du terme lorsqu'il s'agit de politiques de planification centralisées et décentralisées prend tout son sens. Les périmètres du territoire dépendent de la nature et du rôle des acteurs concernés…

Le cadre d'analyse proposé par l'Observatoire se fonde, de façon très intégrée, sur différents éléments :

- **La mobilisation des différents types d'actifs ou capitaux par un individu, un ménage, un groupe domestique ou un groupe d'individus pour leurs moyens d'existence**. Ces capitaux sont de différentes natures (*naturels, physiques, humains, sociaux économiques et financiers ; 200 variables possibles ont été identifiées pour les décrire*) ;

- La caractérisation du fonctionnement, via les activités et les pratiques des ménages sur l'exploitation agricole mais également en dehors, en s'intéressant aux activités non agricoles qui peuvent impacter les performances globales du système ;
- Il permet ainsi d'évaluer de manière rigoureuse les performances du système dans une optique de durabilité (durabilité sociale et humaine : éducation, santé, implication sociale et politique, action collective, concentration / fragmentation ; durabilité économique : niveau et stabilité des revenus, degré de risques, sécurité alimentaire, Intégration aux marchés ; durabilité environnementale: qualité des sols, de l'eau, biodiversité; équilibre Adaptation et atténuation…).
- Il analyse et intègre les influences institutionnelles et organisationnelles sur l'accès aux actifs des ménages, aux capitaux, sur la composition des portefeuilles de moyens d'existence (activités fondées sur l'usage des ressources naturelles (cultures, élevages, cueillette, pêche, chasse, etc.); Autres activités génératrices de ressources (salariat, autoentreprise locales ou en mobilité et migration).

Des partenaires de différentes natures ; **des services et des changements** attendus, divers et qui dépendent de la nature des parties prenantes.

Acteurs, Services et Changements attendus © PRéRAD-OI

L'observatoire des agricultures à Madagascar…

Dans le cadre du projet d'observatoire régional des observatoires des agricultures de l'océan Indien depuis avril 2021 à Madagascar, Réseau SOA, Afdi Madagascar et la PRéRAD-OI, animée par le Cirad, travaillent main dans la main pour instruire la faisabilité d'un observatoire des agricultures sur la Grande île. Ces trois acteurs unissent notamment leurs efforts en mettant à disposition des ressources techniques et humaines pour mener à bien une enquête exploratoire auprès de 300 agriculteurs et agricultrices à Madagascar. Ainsi, ce ne sont pas moins de 300 chefs d'exploitation, membres de 6 organisations paysannes du Réseau SOA (Fisoi, Soa Mitsinjo, APDIP, UCLS Ambanja, MTF Ambilobe, et l'Union Matanjaka) réparties dans 3 régions de Madagascar (Analamanga et Bongolava pour les hautes-terres centrales, et Diana pour le Nord) qui sont enquêtés cette année.

Un travail d'inventaire des parties prenantes, des systèmes d'informations et des données…

Dans le cadre de sa mission, Vincent Garruchet poursuit ses rencontres avec les différents acteurs du monde agricole à Madagascar pour identifier les dispositifs qui produisent des données agricoles, caractériser les données actuellement disponibles, et identifier les besoins des utilisateurs potentiels de l'observatoire.

Au-delà de son travail avec Réseau SOA, Vincent échange également avec les organisations paysannes faîtières malgaches (la CPM / FTM, la Fekritama, FIFATA, FVTM, Koloharena, et le Réseau SOA) toutes membres également du Comité national de l'agriculture familiale (CNAF) afin d'identifier leurs besoins et attentes vis-à-vis de l'observatoire.

A un niveau institutionnel, des rencontres régulières sont également organisées avec les différents services du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage de Madagascar pour bien comprendre les activités de collecte et d'analyse de données agricoles menées par les pouvoirs publics. Enfin, des relations ont également été tissées avec les différentes organisations de coopération internationale présentes à Madagascar et le sud-ouest de l'océan Indien pour préciser la manière dont l'observatoire pourrait répondre à certains de leurs besoins concernant le suivi et l'évaluation de leurs actions, l'évaluation de l'impact, la définition de situations de référence, etc. A ce stade, des premières rencontres ont eu lieu avec l'Agence française de développement (AFD), la Délégation de l'Union européenne auprès de la République de Madagascar et de l'Union des Comores, ou encore avec le Fonds International des Nations Unies pour le Développement agricole (FIDA). De prochains échanges avec la FAO à Madagascar et le Programme Alimentaire Mondial (PAM) sont également prévus…

Deux partenaires clés à Madagascar…

Réseau SOA

Créé en 2003**, Réseau SOA** (Syndicat des Organisations Agricoles) est un syndicat agricole malgache qui regroupe 26 organisations paysannes membres, **réparties sur 15 régions, et représentant plus de 28 000 exploitations familiales**. Avec l'appui d'Afdi Madagascar, Réseau SOA collecte des données depuis plusieurs années pour mieux connaitre le profil des exploitations agricoles familiales membres de son réseau. Ainsi, une première enquête menée en 2013-2014 lui a permis de recueillir des données auprès de 151 exploitants agricoles, de les analyser et d'en restituer le contenu auprès de ses membres. Afin de poursuivre cette démarche, le Réseau SOA s'est associé en 2021 à Afdi Madagascar et la PRéRAD-OI pour étudier la faisabilité d'un observatoire des agricultures à Madagascar et lancer l'enquête dont il est ici question.

Afdi Madagascar

Partenaire historique de Réseau SOA, Afdi soutient financièrement la réalisation de l'enquête à travers le programme SEPOP (https://www.agricord.org/programme-sepop-afd Services et Plaidoyer pour les organisations paysannes). Lancé en 2020, ce programme financé par l'AFD via le réseau AgriCord pour une durée de trois ans, vise à soutenir la production de connaissances par les organisations paysannes et à faciliter la formulation de propositions politiques paysannes pour l'anticipation et la gestion des crises dans le secteur agricole. Le but affiché est de renforcer l'influence des organisations paysannes dans la construction et la mise en œuvre des politiques et stratégies agricoles aux niveaux local, national, et régional.

Une démarche de co-construction avec réseau SOA, à travers une enquête menée de concert…

Cette enquête exploratoire permet de

- Mieux connaître les conditions nécessaires à la réalisation d'une enquête en milieu rural à Madagascar (en termes de coûts, ressources nécessaires, difficultés logistiques, etc.) ;

- Éprouver la pertinence du cadre méthodologique harmonisé de l'observatoire des agricultures de l'océan Indien en l'appliquant au contexte malgache ;
- Obtenir un premier jeu complet de données qui viendra alimenter le système régional d'informations sur lequel travaille la PRéRAD-OI (architecture de la base de données, développement de l'interface, choix des indicateurs, etc.).

Par ailleurs, elle permettra à réseau SOA de mieux connaître le profil des exploitations agricoles de ses membres, de renforcer ses activités de plaidoyer sur les thématiques de l'accès au foncier, de l'accès aux marchés, de l'installation des jeunes, de la place des femmes dans la gestion des exploitations agricoles, du changement climatique, etc. et de renforcer en interne ses capacités à travers la formation de son équipe à la gestion de bases de données, le recrutement d'un responsable des activités de plaidoyer, et diverses dotations en matériels. Cet appui au renforcement de capacités de Réseau SOA est rendu possible grâce à l'appui précieux et structurant d'Afdi Madagascar qui l'accompagne maintenant depuis de nombreuses années.

A l'heure actuelle, une équipe composée de trois enquêteurs et d'un superviseur est présente sur le terrain. A l'aide d'un questionnaire détaillé élaboré pour les besoins de l'observatoire, ils réalisent l'inventaire des capitaux productifs présents sur chaque exploitation, décrivent les activités agricoles et non-agricoles des ménages rencontrés, et renseignent tous les éléments nécessaires aux calculs du revenu total des exploitations. Le questionnaire intègre également des questions thématiques qui décrivent la vision de l'avenir des exploitants et leurs connaissances des innovations techniques et des matériels végétaux améliorées.

Cette équipe sur le terrain bénéficie de l'appui des responsables et des techniciens des six organisations paysannes concernées par l'enquête, de Vincent Garruchet, très impliqué dans la coordination et le suivi de cette enquête et prenant part activement à toutes les étapes de la démarche, et de Tojo Manantsoa, nouveau chargé de mission plaidoyer du Réseau SOA, qui contribue au suivi sur le terrain et à la valorisation ultérieure des résultats obtenus.

A l'heure actuelle, les enquêteurs ont déjà interrogé 100 chefs d'exploitations tirés au sort sur les listes des membres des organisations paysannes des régions Analamanga et Bongolava. Dans quelques semaines, ils poursuivront ces enquêtes dans la région Diana pour y interroger 200 agriculteurs et agricultrices supplémentaires. L'enquête devrait donc se terminer en mai 2022…

A l'échelle régionale, une démarche partenariale qui se poursuit…

L'identification de partenaires régionaux se poursuit à Maurice, à La Réunion notamment, notamment et respectivement avec la chambre d'agriculture de Maurice et le FAREI avec un adossement envisagé au projet Smart-Agriculture et à La Réunion avec la DAAF de La Réunion dans une stratégie à préciser et à consolider. De premiers contacts ont été pris aux Comores, aux Seychelles et à Mayotte…

Des financements sont recherchés afin de faire monter en puissance l'observatoire régionale.